ENTRETIEN AVEC L'HEBDOMADAIRE MEXICAIN « SIEMPRE ! » (2005)

1) Je suis en effet déjà allé au Mexique, mais il serait bien prétentieux de ma part de porter un jugement d'« expert » sur la situation de votre pays. Je dirais seulement qu'il me semble que la politique de l'actuel gouvernement mexicain se caractérise avant tout comme une politique docile vis-à-vis des Etats-Unis, ce que je trouve inquiétant. Le moment historique dans lequel nous nous trouvons se caractérise en effet par une offensive sans précédent de la part des Etats-Unis pour étendre leur influence dans le monde. Les Etats-Unis d'Amérique sont portés, depuis leurs origines, par une idéocratie providentialiste d'origine puritaine qui leur assigne une « mission universelle » — la conversion de la planète entière aux valeurs et au mode de vie qui leur sont propres —, faisant d'eux la seule nation « indispensable » du monde. Cette conversion signifie concrètement la transformation de la Terre en un immense marché homogène, gouverné par les seules valeurs de la rentabilité et du profit, avec comme modèle anthropologique celui d'un individu égoïste recherchant en permanence son meilleur intérêt matériel, celui-ci se confondant en général avec une quantité toujours plus grande d'objets consommés.

Les Etats-Unis ont longtemps poursuivi cet objectif par des moyens principalement politiques, diplomatiques, économiques et commerciaux. Le commerce leur tenait en quelque sorte lieu de politique extérieure. En même temps, durant tout l'après-guerre, Washington a dû compter avec la présence du rival soviétique, dont les ambitions propres limitaient inévitablement les siennes, ce qui l'amenait à se poser vis-à-vis de ses alliés comme le leader du « monde libre ». La rupture historique des années 1989-91, qui a vu l'implosion du système soviétique et la réunification de l'Europe (au travers de celle de l'Allemagne), a mis fin à ce système bipolaire hérité de Yalta. Aujourd'hui sans rival sérieux, l'hyperpuissance nord-américaine a le champ libre. Toute sa politique vise donc à pérenniser cette situation, c'est-à-dire à empêcher l'émergence, où que ce soit dans le monde, d'une quelconque puissance concurrente. Le fait nouveau est que les Etats-Unis, pour ce faire, ne s'embarrassent plus de nuances. Ils ont de plus en plus recours à la force brutale, pratiquent un unilatéralisme qui transforme ouvertement leurs alliés en vassaux, adoptent une nouvelle doctrine stratégique fondée sur la « guerre préventive » (que le droit international a toujours assimilée à une guerre

d’agression), multiplient les agressions militaires destinées à leur donner le contrôle des ressources énergétiques, notamment pétrolières, etc. Dans un tel contexte, un clivage décisif s’opère automatiquement dans le monde entre les pays qui refusent de cautionner cette brutalisation des rapports internationaux et qui continuent à militer pour un monde multipolaire, et ceux qui ont capitulé d’emblée devant les exigences de Washington. Je pense que le Venezuela de Chavez se situe aujourd’hui dans le premier camp, tandis que le Mexique de Fox se situe dans le second.

2) La globalisation constitue désormais l’horizon sous lequel nous sommes appelés à vivre. Toute la question est de savoir si cette globalisation sera synonyme d’homogénéisation, c’est-à-dire d’extinction des cultures populaires et des modes de vie différenciés, ou si le monde restera multipolaire. La notion de « grands espaces » dont a parlé Carl Schmitt retrouve dans ce contexte une actualité nouvelle. Les Etats-nations de type classique, qui ont constitué le modèle politique dominant à l’époque de la modernité, sont aujourd’hui à la fois trop grands pour répondre aux attentes quotidiennes des citoyens et trop petits pour faire face à des problématiques qui se déploient désormais à l’échelle planétaire. La postmodernité verra le « débordement » de l’Etat-nation traditionnel à la fois par le bas, avec la renaissance des communautés locales, et par le haut, avec l’émergence de grands ensembles continentaux correspondant à de vastes aires de culture et de civilisation. Ces grands espaces sont appelés à jouer un rôle de régulation par rapport à la globalisation. L’Amérique latine, au même titre que l’Europe, l’Inde ou la Chine, représente de toute évidence l’un de ces pôles potentiels.

La difficulté vient de ce qu’à l’intérieur de ces grands espaces, la volonté politique est inégalement répartie. L’Amérique latine, tout comme l’Europe, est partagée entre des gouvernements qui n’ont pas tous, loin s’en faut, la même volonté d’indépendance et le même souci d’opposer à l’Amérique un véritable projet de civilisation. C’est la raison pour laquelle je crois qu’à l’intérieur de chaque grand espace, il n’y a pas d’autre solution que de créer des « axes » géopolitiques et géostratégiques associant les pays qui sont résolus à en finir avec la dépendance et la vassalité et disposés à resserrer leurs liens en adoptant des politiques communes ou tout au moins concertées. En Europe, on a déjà pu voir s’esquisser, en réaction à l’agression nord-américaine contre l’Irak, un axe Paris-Berlin-Moscou, dont je souhaite évidemment le renforcement. L’équivalent d’un tel axe doit pouvoir se trouver aussi en Amérique latine. D’autres pays pourront par la suite s’y associer.

3) La situation actuelle des Etats-Unis est assez paradoxale. En même temps qu’ils représentent sans conteste la principale puissance mondiale sur le plan technologique et militaire, ils doivent aussi faire face à de sérieuses difficultés intérieures. Sur le plan économique, leur part dans le

commerce mondial n'a pas cessé de diminuer depuis vingt ans. Comme les Nord-Américains consomment beaucoup plus qu'ils ne produisent, leurs déficits financiers ont atteint des hauteurs historiques. Quant au monopole du dollar, on peut penser qu'il sera progressivement entamé par l'accession de l'euro au rôle de monnaie de réserve internationale. L'hyperpuissance américaine a donc aussi ses faiblesses. C'est d'ailleurs sans doute parce qu'elle sait que le temps lui est compté qu'elle s'est engagée dans une véritable fuite en avant, dont l'aventurisme militaire ne représente qu'un aspect.

Concernant l'évolution démographique de la population des Etats-Unis, il y a en effet tout lieu de penser que la part de la population d'origine latino-hispanique sera dans les années qui viennent de plus en plus importante. L'espagnol est aujourd'hui la seconde langue des Etats-Unis, et même déjà la première dans certains Etats. Je ne suis pas de ceux qui déplorent cet état de choses. L'arrivée à des postes de responsabilité de certaines personnalités d'origine latino-hispanique peut avoir des effets positifs sur les orientations de la politique nord-américaine. Cependant, je crois que ce serait une erreur de s'imaginer que cette minorité forme un bloc homogène. Comme toute société humaine, elle est inévitablement divisée entre des tendances et des courants différents. Il est donc difficile de faire un pronostic global sur son évolution future.

4) Je souhaite bien entendu un resserrement des liens entre l'Amérique latine et l'Union européenne, à condition évidemment que ces liens ne prennent pas la forme d'une politique néocolonialiste. En dépit de tout ce qui les distingue, sur le plan de l'histoire comme de la géographie, ces deux grands espaces sont en effet confrontés aujourd'hui au même défi : recréer face à Washington les conditions de leur indépendance et contribuer à l'avènement d'un monde multipolaire. Une coopération plus étroite entre ces deux blocs est certainement possible, comme l'avait bien compris en son temps le général de Gaulle (« la mano en la mano »). Je regrette à ce propos que tant d'Européens soient aussi ignorants des réalités latino-américaines. Mais l'Amérique latine, de son côté, ne doit pas non plus se faire d'illusions : la création d'une véritable puissance militaire européenne n'est pas encore pour demain, même si des progrès ont été faits ces dernières années (essentiellement grâce au couple franco-allemand).

5) Je ne pense pas qu'il y ait de contradiction entre l'« hispanisation » et l'« européanisation » de l'Espagne. Si les Espagnols oublient tout ce qui les attache à l'Amérique latine, ce n'est pas à cause de l'Europe, mais parce que nous sommes à une époque où les peuples tendent à perdre la mémoire. L'arrêt de la construction européenne ne leur rendrait pas cette mémoire ! Mais bien entendu, il y a différentes façons de concevoir l'intégration européenne. Je me situe personnellement dans une optique clairement fédéraliste, c'est-à-dire complètement opposée à l'optique

jacobine et bureaucratique qui prévaut encore trop souvent dans les institutions de Bruxelles. Le fédéralisme est le seul moyen de concilier les impératifs de l'unité, qui est nécessaire à la décision, et de la liberté, qui garantit le maintien de la diversité. A l'intérieur de l'Union européenne, chaque pays doit conserver et développer la vocation que l'histoire et la géographie lui ont assignée : les liens avec l'Amérique latine pour l'Espagne et le Portugal, l'ouverture sur le monde arabo-méditerrannéen pour la France et l'Italie, les rapports privilégiés avec le monde byzantin pour la Grèce, avec la « *Mitteleuropa* » pour l'Allemagne et l'Autriche, etc.

6) La domination mondiale du système néolibéral, c'est-à-dire de la Forme-Capital, a partout pour effet d'aggraver les inégalités (entre les pays comme à l'intérieur de chaque pays), de favoriser la montée de l'individualisme et de désagréger le lien social. Dans la phase de déclin historique qu'il traverse actuellement, l'Etat-nation n'est plus producteur de social. C'est la raison pour laquelle on voit renaître, comme forme de compensation à l'individualisme, de nouvelles formes de socialité organique telles que les communautés, les groupes de vie locale, les réseaux associatifs, etc. Le phénomène populiste doit être situé dans ce contexte.

Le problème est que le « populisme » est aujourd'hui — tout comme le « communautarisme » ou le « multiculturalisme » — un mot fourre-tout, que l'on applique indistinctement aux réalités les plus diverses. Dans le langage des médias, le populisme peut aussi bien désigner des formes de nationalisme convulsives, des dictatures hystériques ou de simples pratiques démagogiques, que renvoyer à l'efflorescence des « tribus » et des communautés. Je pense pour ma part qu'on peut faire un usage positif du mot « populisme », mais à la condition de le définir avec précision. Le populisme est d'abord le fruit de la crise de la représentation qui touche aujourd'hui toutes les démocraties parlementaires libérales. Hostile par définition aux élites autoproclamées, c'est-à-dire à la nouvelle classe politico-médiatique, il aspire à ce que la parole soit rendue au peuple. Dans un véritable populisme, ce n'est pas un « chef » qui parle au nom du peuple, mais le peuple qui décide lui-même le plus possible de ce qui le concerne. Cela implique une réorganisation de la société globale à partir de la base, et non plus à partir du haut, la généralisation du principe de subsidiarité ou de compétence suffisante, et l'instauration à tous les niveaux d'une véritable démocratie participative, seule capable de remédier aux insuffisances de la démocratie représentative et de permettre la participation de tous les citoyens aux affaires publiques.

7) J'ai déjà parlé de l'axe Paris-Berlin-Moscou qui a paru s'esquisser en réaction à l'agression militaire de l'Irak par les Etats-Unis. La chute du gouvernement de José María Aznar donne à penser que l'Espagne pourrait s'y agréger à son tour. Quant à savoir si l'Irak sera pour Washington un « nouveau Vietnam », il faut certes se méfier des comparaison trop faciles,

mais on peut au moins en avancer l’hypothèse. Déclenchée de manière unilatérale, sur la base d’un flagrant mensonge d’Etat (les prétendues « armes de destruction massives »), l’abominable agression nord-américaine contre l’Irak a déjà confirmé les prédictions les plus sombres des adversaires de cette guerre illégale autant qu’illégitime. L’occupation de l’Irak par les troupes de Washington (et celles de leurs rares alliés) a plongé ce pays dans un chaos total, qui menace maintenant de s’étendre aux pays voisins. La mise en place d’un gouvernement fantoche sans aucune légitimité démocratique n’est évidemment pas de nature à améliorer la situation. La résistance irakienne est au contraire appelée à se poursuivre et à prendre de l’ampleur. Au même titre que l’intifada palestinienne, cette résistance montre que la disproportion des moyens n’est pas toujours à l’avantage des plus forts. Les Nord-Américains ont les moyens de gagner les guerres, mais ils sont incapables de gagner la paix.

8) Ce qu’on appelle aujourd’hui « alternance » dans les démocraties libérales consiste en général dans le remplacement d’une faction par une autre, sans que soit fondamentalement changée l’orientation politique dominante. Disons que c’est une alternance sans alternative. Il faut la mettre en rapport, d’abord avec la mise en place d’un système où les positions de pouvoir sont précodées, c’est-à-dire déterminées par avance, ensuite avec l’avènement d’une « pensée unique » qui tend à poser les problèmes politiques sous l’angle exclusif de l’analyse technicienne et de l’expertise gestionnaire. Cet « extrémisme du centre », qui s’exerce toujours au détriment du peuple, doit s’interpréter de manière systémique plus qu’idéologique. Il équivaut à une dépolitisation du politique, ou du moins à une dépolitisation des instances politiques traditionnelles. La conséquence en est que le moteur principal de l’évolution des sociétés réside désormais dans des instances fluides, les marchés financiers par exemple, tandis que la marge de manœuvre des gouvernements se réduit constamment.

9) Contrairement à ce que donne à penser aujourd’hui le système médiatique, l’islam ne constitue pas un bloc homogène. Il renvoie à des réalités très diverses, qui varient de pays à pays, en même temps qu’il est lui aussi traversé de courants différents. C’est la raison pour laquelle j’ai toujours critiqué l’amalgame que l’on pratique parfois entre les problèmes de l’immigration, l’islam en général, l’islamisme, le terrorisme islamique, etc. C’est aussi la raison pour laquelle je n’ai jamais été convaincu par la thématique du « choc des civilisations » théorisée par Samuel Huntington : les « civilisations » sont des réalités hétérogènes, qui leur interdisent de se transformer globalement en acteurs des relations internationales. L’islamisme est en outre à mes yeux un phénomène politique beaucoup plus qu’un phénomène religieux. Il cherche à mobiliser les masses avec un langage religieux, mais en vue d’objectifs qui sont fondamentalement politiques. Enfin, s’il est exact qu’il est souvent critique de la modernité occidentale, il ne faut pas se dissimuler que cette critique traduit d’abord

le dépit de n’avoir pas pu s’intégrer à cette même modernité ou d’en avoir été exclu.

L’islamophobie est bien entendu exécrable, comme le sont toutes les phobies. Il est également évident qu’elle est aujourd’hui instrumentalisée par la puissance nord-américaine, qui cherche à faire accepter sa domination en se posant en « défenseur de l’Occident » contre la « barbarie islamique ». En fait, on assiste à la répétition de ce à quoi l’on avait déjà assisté durant la guerre froide : un chantage à la protection à partir de la désignation d’un ennemi supposé commun. Hier, les Etats-Unis avaient déjà tiré le plus grand bénéfice de l’anticommunisme : quiconque était anti-américain était immédiatement dénoncé comme l’allié de fait de l’Union soviétique. Lorsque le système communiste s’est effondré, les Etats-Unis ont eu besoin d’un diable de rechange. C’est alors qu’ils ont dénoncé l’islamisme. Dénonciation d’autant plus paradoxale que, pendant des décennies, les Etats-Unis avaient soutenu et armé ces mêmes islamistes, notamment pour faire pièce aux nationalismes arabes laïcs, alors réputés prosoviétiques (de la même façon qu’ils ont soutenu et armé les Talibans après l’invasion de l’Afghanistan par les Russes). Aujourd’hui, les Nord-Américains prétendent conduire la lutte contre l’islamisme, mais c’est à l’Irak, seul pays laïc de la région, qu’ils ont choisi de s’attaquer. Toutes ces incohérences ne sont qu’un rideau de fumée.

10) Vous avez tout à fait raison de dire que le « fondamentalisme » est aujourd’hui la chose la mieux partagée du monde. Ceux qui prétendent s’opposer aujourd’hui au « fanatisme islamique » sont aussi ceux qui affirment qu’il ne saurait exister qu’une seule solution aux problèmes politiques, et qui professent un véritable monothéisme du marché. Georges W. Bush, qui est un vrai psychopathe, est lui-même entouré de fanatiques pro-israéliens et de fondamentalistes protestants, qui voient comme lui le monde en noir et blanc. Bush et Ben Laden appartiennent au même monde, celui de l’ennemi absolu, du Bien et du Mal absolus, de la mobilisation totale au nom d’une divinité unique, au nom de l’idéologie du Même. Bush parle de « croisade », comme Ben Laden parle de « *jihad* » : l’un et l’autre veulent mener une « guerre sainte » contre les « infidèles », ces « hommes en trop » qui ne partagent pas leur façon de voir et contre lesquels tous les moyens peuvent être employés. Les mécréants doivent être convertis ou détruits. L'« axe du mal » dont parle George W. Bush comprend tous les Etats qui s'opposent à l'instauration de la « démocratie de marché ». Dans cette optique, il n’y a pas de tierce position possible, pas de *tiers* envisageable : « Qui n’est pas avec nous est contre nous ». Ces gens-là s’identifient à la seule humanité possible. Ils placent donc tout naturellement leurs ennemis hors de l’humanité.

11) Ce que les médias ont à partir de 1979 appelé « Nouvelle Droite » est en fait un courant de pensée, fondée en 1968, qui s’efforce depuis trente-cinq ans de faire un travail d’éclaircissement et d’approfondissement dans

le domaine de la philosophie politique et, plus largement, des idées. J'utilise personnellement assez peu l'expression de « Nouvelle Droite », car je la trouve très équivoque. Certes, ce courant de pensée n'a rien à voir, ni avec la droite jacobine ou fasciste, ni avec la droite contre-révolutionnaire ou traditionaliste, ni avec la droite conservatrice ou libérale. Mais il ne se situe pas non plus spécialement ou exclusivement « à droite » (expression dont le sens exact reste à déterminer). Il fait plutôt son fruit de tous les apports théoriques, d'où qu'ils proviennent, qui lui paraissent être justes.

Il est évidemment difficile de résumer en quelques mots les orientations générales d'un tel courant de pensée. Je serais tenté de renvoyer ici aux innombrables articles, livres, publications, actes de colloques, etc. qui ont jalonné son parcours. Cependant, pour exprimer les choses de façon plus personnelle, je dirai que les quatre principaux axes de ma pensée politique sont les suivants 1) la critique conjointe de l'individuo-universalisme et du nationalisme (ou de l'ethnocentrisme) en tant que catégories relevant l'une et l'autre de la métaphysique de la subjectivité ; 2) la déconstruction systématique de la raison marchande, de l'axiomatique de l'intérêt et des multiples emprises de la Forme-Capital, dont le déploiement planétaire constitue à mes yeux la menace principale qui pèse aujourd'hui sur le monde ; 3) la lutte en faveur des autonomies locales, liée à la défense des différences et des identités collectives ; 4) une nette prise de position en faveur d'un fédéralisme intégral, fondé sur le principe de subsidiarité et la généralisation à partir de la base des pratiques de la démocratie participative.

12) J'ai du mal à répondre à cette question, car celui de mes livres auquel je m'identifie le plus est toujours celui qui n'est pas encore écrit et auquel je travaille sur le moment ! Une fois que mes livres ont été publiés, j'ai tendance à penser qu'ils ne m'appartiennent plus. Tous, par ailleurs, correspondent à une étape de mon parcours, à une strate de mon évolution. Pour ne pas me dérober, je citerai néanmoins trois titres : *L'éclipse du sacré* (Table ronde, Paris 1986), dialogue avec Thomas Molnar dans lequel j'essaie d'exposer dans le détail ma conception de la spiritualité, *Dernière année* (L'Age d'Homme, Lausanne 2001), qui réunit des notes et des fragments de journal sous une forme plus personnelle que dans mes autres livres, et *Critiques — Théoriques* (L'Age d'Homme, Lausanne 2003), gros ouvrage récent qui réunit l'essentiel de mes travaux d'ordre théorique publiés depuis dix ans.

Alain de Benoist